

Daniel Bensaïd

Soigne ta gauche !

À force de prétendre que les élections se gagnent au centre, les stratèges sociaux-libéraux ont oublié qu'elles peuvent se perdre à gauche.

Le 21 avril, c'est ce qui arrive lorsque la gauche n'est plus la gauche. Quinze ans de mitterrandisme et cinq ans de gauche plurielle en ont fait un champ de ruines et ont ouvert à Le Pen le second tour de l'élection présidentielle. À force de prétendre que la lutte des classes est soluble dans le consensus et que les élections se gagnent au centre, les stratèges sociaux-libéraux ont oublié qu'elles peuvent aussi se perdre à gauche. Deux électeurs sur trois ne voyaient plus la différence entre deux candidats s'accusant mutuellement de plagiat en matière de sécurité : le duel annoncé entre Chirac et Jospin a fini par se réduire à ce que Hegel aurait considéré comme une « diversité sans différence ». Comble du ridicule : le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral ont renforcé la logique présidentielle du « coup d'État permanent » qui s'est refermée comme un piège sur la gauche plurielle !

L'agenouillement devant l'autel de l'Europe libérale, la poursuite du plan Juppé, le fatalisme gouvernemental devant les licenciements boursiers, les privatisations et la flexibilité imposée, les agressions d'Allègre contre les enseignants ont pesé beaucoup plus lourd que les bilans d'autosatisfaction aveugle.

En quoi sommes-nous encore socialistes,

s'interrogeait Laurent Fabius au début des années 1990 ? Excellente question, et merci de se l'avoir posée ! Les élites, privées et publiques, de la technocratie, du patronat, de la politique professionnelle, sont de plus en plus organiquement liées. Ombre portée du Medef dans le gouvernement Raffarin, Francis Mer appartient au Cercle de l'industrie dont Dominique Strauss-Kahn est l'un des fondateurs. Martine Aubry a fait la navette entre le conseil d'administration d'Alcatel et les fonctions ministérielles. Déjà, les sirènes de la « troisième voie » blairiste réclament davantage de privatisations, de fonds de pension et de tolérance zéro : socialistes, encore un effort pour être de bons gestionnaires libéraux !

La gauche parlementaire est doublement orpheline : des politiques keynésiennes anéanties par l'adhésion au credo libéral de Maastricht pour le Parti socialiste ; du socialisme réellement inexistant et du despotisme stalinien pour le PC. Un front républicain de la peur, une union sacrée minimaliste au nom d'un antifascisme moralisant sans ambition sociale ne seraient qu'une ligne Maginot dérisoire face à la montée des périls. Un simple ravalement de la gauche plurielle constituerait le plus court chemin vers le pire. La crise est inséparablement institutionnelle, sociale et morale. Le marketing électoral et la politique spectacle vont de pair avec la société de marché ; la société de marché, avec l'univers impitoyable du darwinisme boursier ; la crise institutionnelle, avec l'étouffement de l'espace public par la privatisation du monde. La « gauche de gauche » que Bourdieu appelait de ses vœux est plus que jamais nécessaire. Elle devrait donc s'attaquer à cinq questions qui font système :

- 1.** Un plan d'urgence sociale contre la refondation antisociale du Medef.
- 2.** Une refondation démocratique qui passe par l'élimination des institutions plébiscitaires de la V^e République et par l'ouverture d'un véritable débat constituant qui ne saurait se limiter à un rééquilibrage entre présidentia-lisme et parlementarisme.
- 3.** Une refondation écologique contre les périls inhérents aux noces barbares de la technique et du marché.
- 4.** La construction d'une Europe sociale et démocratique à laquelle, après le traité de Maastricht et le pacte de stabilité de Dublin, les sommets de Nice et de Barcelone ont systématiquement tourné le dos.
- 5.** La lutte pour une mondialisation internationaliste contre la mondialisation marchande et contre le nouveau militarisme impérial.

Il ne s'agit pas d'inventer une utopie doctrinaire, mais d'opposer la logique des besoins sociaux, du service public, du bien commun, à celle de la propriété privée et de la concurrence impitoyable de tous contre tous : « Nos vies valent mieux que leurs profits ! », résume Olivier Besancenot. De Seattle à Porto Alegre en passant par Gênes ou Barcelone, les manifestants crient que le monde n'est pas une marchandise et qu'un autre monde est possible. Une nouvelle force politique, à la hauteur des défis sociaux et écologiques, est en gestation. Elle est le seul moyen sérieux d'arracher les victimes des politiques libérales aux sirènes du ressentiment raciste et xénophobe et de réhabiliter la politique en accordant enfin les actes aux paroles.

Le Nouvel Observateur, 30 mai-5 juin 2002